

— la Commission recourt à tout expert utile à la réalisation de ses travaux ;

— la Commission peut compter sur la collaboration des ministères et des organismes publics pour la réalisation de son mandat ;

— la Commission dispose du budget nécessaire pour couvrir les coûts associés à son fonctionnement ;

QUE monsieur Gérard Bouchard, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi et monsieur Charles Taylor, professeur émérite de l'Université McGill, soient nommés coprésidents de cette commission ;

QUE les coprésidents de cette commission reçoivent des honoraires de 1 100 \$ par jour établis sur la base d'une journée de 8 heures de travail, desquels sera déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'ils reçoivent, le cas échéant, pour leurs années de service dans le secteur public québécois ;

QUE les coprésidents de cette commission soient remboursés, sur présentation de pièces justificatives, des frais de représentation occasionnés par l'exercice de leurs fonctions jusqu'à concurrence d'un montant mensuel de 300 \$ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le décret numéro 1308-80 du 28 avril 1980 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées ;

QUE les coprésidents de cette commission soient remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées ;

QUE cette commission fasse un rapport de ses travaux et recommandations au gouvernement au plus tard le 31 mars 2008 ;

QUE les recommandations émises prennent en compte la capacité budgétaire du gouvernement.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47644

Gouvernement du Québec

Décret 96-2007, 8 février 2007

CONCERNANT une modification aux préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard du second bloc d'énergie éolienne

ATTENDU QUE, en vertu du décret n° 927-2005 du 12 octobre 2005, modifié par le décret n° 1016-2005 du 27 octobre 2005, le gouvernement a indiqué à la Régie de l'énergie les préoccupations économiques, sociales et environnementales à l'égard du second bloc d'énergie éolienne ;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce décret ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

QUE le dispositif du décret n° 927-2005 du 12 octobre 2005, modifié par le décret n° 1016-2005 du 27 octobre 2005, concernant les préoccupations économiques, sociales et environnementales indiquées à la Régie de l'énergie à l'égard du second bloc d'énergie éolienne soit de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

« 5. L'apport du projet au développement économique des communautés locales et autochtones en assurant un traitement identique aux communautés, étant entendu qu'une proposition reposant sur un partenariat impliquant à la fois des communautés locales et autochtones devra bénéficier d'un traitement préférentiel ; ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47645